

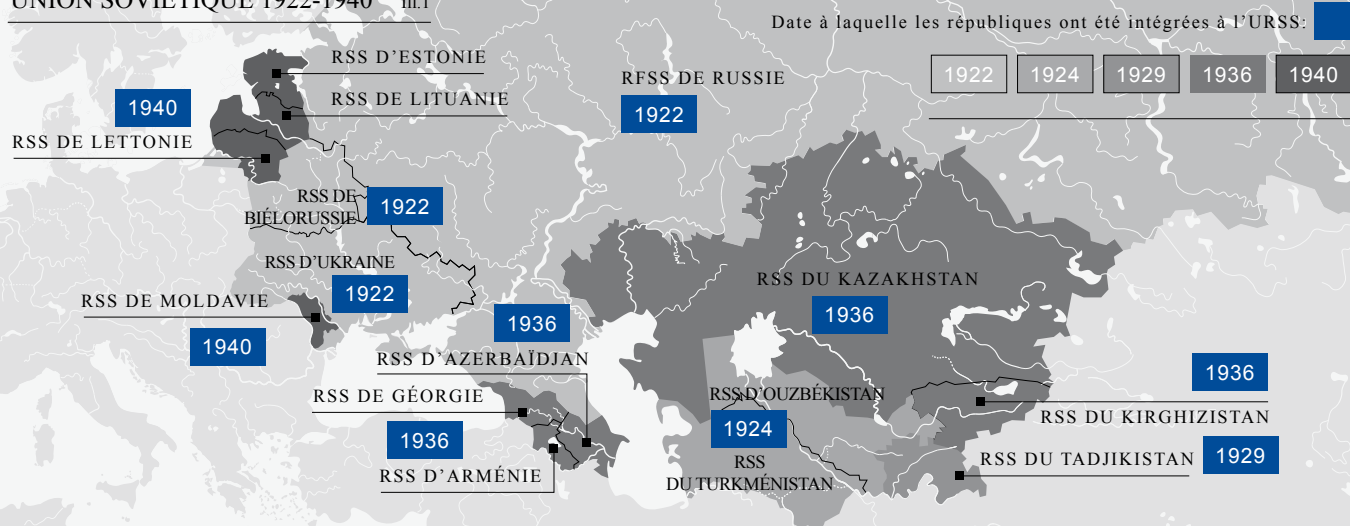
L'Union soviétique avant la seconde guerre mondiale

Elena Marushiakova / Veselin Popov

L'État et les normes politiques | « L'union de tous les Tsiganes russes » | Les « kolkhozes tsiganes » (coopératives) | « Les ateliers coopératifs d'artisans tsiganes » | Langue et littérature roms | Éducation | Le « Théâtre Rom » | Les répressions des années 1930 | Un tournant dans la politique des nationalités

➤ *La création de l'Union soviétique a souvent été qualifiée de « grande expérience historique » ayant scellé le sort d'une bonne partie du monde et de nombreux peuples. Les politiques à l'égard des Roms en Union soviétique peuvent être rattachées à deux périodes bien séparées et se fondent sur deux principes radicalement différents : (1) entre la création de l'Union soviétique et 1938, le principe fondamental est le traitement des Roms en tant que peuple séparé amené à se développer comme élément constitutif de la société soviétique ; (2) après 1938, le modèle change au profit d'une approche d'abord « spéciale » puis « globalisante » : les Roms sont dès lors considérés avant tout comme une partie intégrante de la société soviétique.*

UNION SOVIÉTIQUE 1922-1940 III.1



INTRODUCTION

La Grande Révolution socialiste d'octobre de 1917 et la guerre civile qui suit provoquent des bouleversements sociopolitiques. Un nouveau type d'État, radicalement différent, émerge : l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) est établie en lieu et place de l'empire russe et opte pour des relations économiques, des structures sociales, ainsi que des normes politiques et cul-

turelles, entièrement nouvelles. Dans ces conditions, les Roms font l'objet d'une politique officielle et cherchent progressivement leur place dans ce milieu nouveau en s'adaptant aux réalités naissantes.

La guerre civile, l'intervention étrangère, le chaos dans la vie sociale, l'effondrement général de l'économie et la paupérisation rapide de la population provoquent une détérioration de la situation des Roms. Nombre d'entre

eux conservent leur mode de vie (semi-)nomade, tandis qu'une autre partie, déjà sédentarisée en ville, reprend un métier ambulancier. Une faible portion de l'« élite musicale » rom parvient à émigrer avec les Russes « blancs ». Le nombre total de Roms, selon le recensement de 1926, atteint 61 299. Une portion comparativement assez faible d'entre eux, 20,9 %, vivent en ville, tandis que plus des deux tiers ont conservé leur mode de vie itinérant.

RÉVEILLER LA « BELLE AU BOIS DORMANT » : L'« UNION DE TOUS LES TSIKANES RUSSES »

L'« Union de tous les Tsiganes russes » a énoncé ses objectifs dans l'esprit de l'idéologie dominante : unir les Roms, les inciter à « un travail socialement utile », les aider à créer des coopératives et des communes, organiser les Roms itinérants dans leur transition vers un mode de vie sédentaire, créer des classes du soir et des écoles du dimanche, des clubs et des bibliothèques, ainsi que publier des journaux, des livres, des manuels et des brochures en romani et combattre l'alcoolisme, la mendicité et la chiromancie.

L'« Union de tous les Tsiganes russes » envoie Alexander Grakhovskii comme son représentant en Biélorussie en 1926. Le 29 septembre à Minsk, un groupe d'activistes roms tient une réunion au cours de laquelle l'un d'entre eux, G. Toura, déclare : « La nation tsigane, comme la belle au bois dormant, a été réveillée de son profond sommeil par la sorcière Révolution ». Un projet de statuts de la future « Union des Tsiganes » de la République socialiste soviétique de Biélorussie est adopté et approuvé par le commissariat à l'Intérieur de cette RSS. Les travaux préparatoires commencent en vue

de l'établissement de la nouvelle union. Toutefois, après la dissolution de l'« Union de tous les Russes », la question n'est plus d'actualité.

L'existence de l'« Union de tous les Tsiganes russes » a été relativement brève, car le décret du NKVD ordonnant sa dissolution date du 15 février 1928. Diverses raisons ont été avancées pour expliquer cette mesure : « l'absence d'une strate prolétarienne au niveau de direction » (sur les 23 membres de ladite direction, 9 étaient d'anciens marchands de chevaux), l'insuffisance des efforts visant à renforcer l'organisation (l'union n'était pas parvenue à ouvrir des sections dans le pays), les résultats insuffisants de la campagne de sédentarisation des Roms itinérants, des conflits internes, une piètre gestion financière (le bilan attestait de la disparition de 15 000 roubles), etc.

III. 2

« UN NOUVEAU BONHEUR » SUR LA « ROUTE ROUGE » : LES « KOLKHOZES TSIKANES »

Les « kolkhozes tsiganes » revêtent diverses formes. Nombre de représentants roms approchent directement le comité exécutif central de l'URSS pour lui demander une aide à la sédentarisation. Cependant, dans de nombreux cas, les intéressés après avoir perçu une subvention se fondent dans la nature ou

L'ÉTAT ET LES NORMES POLITIQUES

Les Soviets contrôlent l'intégralité du territoire de l'URSS dès le début des années 1920 et la vie économique et sociale se stabilise progressivement. Les autorités commencent à s'intéresser de plus en plus aux questions nationales et ethniques dans cet énorme pays où une pléthore de peuples différents (entre 150 et 200 selon les critères) coexistent. Simultanément, un nombre considérable de peuples se voient refuser le droit d'établir leurs propres État et institutions administratives et doivent se contenter de structures sociopolitiques et culturelles ; les Roms en font partie et, pour eux, l'absence d'une telle institution est peut-être davantage justifiée compte tenu de leur nombre relativement réduit, de leur mode de vie en grande partie nomade, de l'étendue des territoires qu'ils occupent et, par-dessus tout, de l'absence en leur sein d'une élite en mesure de revendiquer et d'obtenir une autonomie administrative.

À aucun moment de l'existence de l'URSS, sa législation n'a séparé les Roms des douzaines d'autres peuples se trouvant dans une situation analogue

(c'est-à-dire dépourvus de leurs propres territoires et institutions administratives). De plus, jusqu'en 1932, aucun passeport personnel ou document d'identification analogue précisant la nationalité [au sens de groupe ethnique] du porteur n'existe ; les passeports servent uniquement à voyager à l'étranger et ne précisent pas la nationalité.

« L'UNION DE TOUS LES TSIKANES RUSSES »

Les représentants de l'ancienne élite musicale et artistique rom, laquelle était jadis étroitement liée à la haute société dans l'empire russe, sont les premiers à se rassembler sous la bannière de la nouvelle idéologie « prolétarienne ». Le premier groupe *Komsomol* (abréviation d'Union de la jeunesse communiste) rom est créé à Moscou en 1923 avec Ivan Rom-Lebedev à sa tête. Plus tard, ce groupe deviendra une association de volontaires chargée de lancer une campagne de propagande au sein de la communauté rom.

La création d'organisations et d'associations roms est constamment surveillée par le parti et l'administration.

Avec l'aide de l'État soviétique, l'association de volontaires se mue en une « Union de tous les Tsiganes russes ». Andrei Taranov, membre du parti communiste de l'Union soviétique (parti bolchévique) est élu président et le secrétaire, Rom-Lebedev, représente les Roms au Conseil des nationalités du Comité exécutif central de l'URSS. [III. 2]

La dissolution de l'« Union de tous les Tsiganes russes » en 1928 n'exerce aucune influence notable sur la politique de l'État, laquelle reste conforme aux objectifs énoncés dans ses lois, est activement poursuivie et gagne en efficacité. La plupart des membres de l'ancienne Union, au nombre de 640 environ (y compris la plus grande partie de ses dirigeants) sont recrutés à divers titres pour contribuer à mettre cette politique en œuvre.

LES « KOLKHOZES TSIKANES » (COOPÉRATIVES)

En 1926, le présidium du Comité exécutif central et le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS adoptent un décret proposant aux autorités des républiques de

bien, une fois parvenus sur le lieu où ils sont supposés se fixer, attendent de recevoir des crédits, du matériel agricole, du bétail, etc. pour tout revendre et partir dans une autre région.

Des « kolkhozes tsiganes » sont créés dans plusieurs régions de la Fédération des Républiques socialistes soviétiques de Russie, des RSS d'Ukraine et de Biélorussie et en Asie centrale soviétique. La plupart d'entre eux sont très pauvres et possèdent trop peu de têtes de bétail et de matériel agricole ; très mal organisés, ils obtiennent des rendements très faibles et voient constamment des familles quitter la coopérative, etc. Il existe cependant des exceptions : les « kolkhozes tsiganes » obtiennent un succès relatif dans la région de Smolensk (où la tendance à la sédentarisation des Roms est antérieure à la Révolution d'octobre), dans les steppes de Caucase du Nord (qui regorgent de terres inoccupées) et, dans une certaine mesure, dans la région de Belgorod et de la Volga.

Parmi les principaux « kolkhozes tsiganes » mentionnés dans la presse soviétique de l'époque figurent « Tsiganskii trud » [coopérative tsigane] dans le Caucase du Nord, « Svoboda » [liberté] dans le village de Kardimovo près de Smolensk, « Novaya Zhizn » [nouvelle vie] dans la région de Gorki (Nizhni Novgorod), « Novoe Shchastie » [nouveau bonheur] dans la région de Sarapul près de Sverdlovsk (Ekaterinburg), « Krasnyi put » [route rouge] dans la région de Sumy en Ukraine et « Lozovaya » dans la région de Kharkov en Ukraine.

Il est difficile de dresser la liste exacte des « kolkhozes tsiganes », dans la mesure où une partie d'entre eux sont rapidement dissous ou bien se transforment et où de nouveaux sont constamment créés. Des « kolkhozes mixtes » sont fréquemment créés dans le cadre de la fusion (administrative) de personnes issues de deux petites communautés d'une même région. C'est le cas notamment des deux « kolkhozes judéo-tsiganes » (dans la région de Vitebsk en Biélorussie et dans la région de Kirovgrad en Ukraine) ou du « kolkhoze germano-tsigane » (à proximité d'Eupatoria en Crimée), lesquels ont connu une existence éphémère dans les années 1930.

Le « kolkhoze tsigane » du khutor [région agricole] de Krikunovo est fréquemment mentionné dans la littérature. En fait, il s'agit du premier établissement de ce type et il a été établi avant même l'adoption des documents normatifs pertinents par l'État. Cinquante familles roms, emmenées par A.P. Krikounov, arrivent dans la steppe du Caucase du Nord près de la gare de Dvoinaya, s'installent sur des terres inoccupées et fondent leur coopérative au printemps 1925. Trois ans après son établissement, la coopérative compte 300 personnes (70 familles) et possède 4 700 acres, 40 chevaux (un cheptel vif manifestement insuffisant pour exploiter une telle surface), 1 taureau, 20 vaches, 6 bœufs et 3 chameaux.

III. 3

l'Union d'adopter en priorité des mesures afin d'accorder des terres aux « Tsiganes » désirant se fixer, ainsi que d'autres conditions préférentielles. Un nouveau décret suit en 1928 ; il impose aux organes pertinents de veiller en priorité à trouver des terres pour les « Tsiganes » désirant se fixer et à octroyer à chaque famille « tsigane » une somme comprise entre 500 et 1 000 roubles. Une commission est créée afin d'affecter des terres aux « Tsiganes » itinérants, y compris aux représentants de l'« Union de tous les Tsiganes russes ».

Des mesures sont prises afin de créer des « kolkhozes tsiganes » (fermes coopératives). Fin 1927, environ 500 familles roms d'Ukraine reçoivent des terres de l'État et créent 9 fermes coopératives. En 1931-1932 (la période de collectivisation massive), l'État accorde une attention particulière au mouvement des Roms désireux de s'installer dans les terres libres des steppes de Russie du Sud. La direction centrale des coopératives crée un « Service du travail avec les Roms » pour 222 familles attendant leur transfert dans les coopératives « tsiganes » nouvellement installées. Une instruction est adoptée concernant « l'amélioration du travail des kolkhozes tsiganes » et exige

l'ouverture de crèches, de centres médicaux et d'écoles gérés par les coopératives, tout en proposant de « purger les 'kolkhozes tsiganes' des éléments 'koulaks' » (ce terme désignant les riches propriétaires terriens, mais il n'y avait pas de koulaks parmi les Roms). [III. 3]

La propagande soviétique (y compris la presse rom) présente le processus de sédentarisation et de création de « kolkhozes tsiganes » comme un processus volontaire auquel se seraient joints naturellement les Roms itinérants. En dépit du caractère pompeux et clairement fallacieux de cette propagande, cette analyse est en partie vraie. Toutefois, malgré tous les efforts de l'État soviétique, les résultats sont plus que modestes. En 1932, 25 « kolkhozes tsiganes », regroupant 490 familles, sont créés et, en 1938, ce chiffre atteint 52 coopératives abritant 2 à 3 % de la population rom totale. Si les autorités soviétiques avaient réellement considéré la sédentarisation des Roms itinérants comme un objectif majeur, on peut supposer que les résultats auraient été moins maigres.

La dernière action de l'État, concernant les « kolkhozes tsiganes », est le décret du 4 avril 1936 sur les « Mesures

en faveur de l'emploi des (Tsiganes) itinérants et l'amélioration des conditions économiques, culturelles et de vie des Tsiganes travaillant ». Selon ce décret, des mesures doivent être prises afin d'inclure les « Tsiganes » itinérants dans des « ateliers coopératifs d'artisans », des « kolkhozes », des « sovkhoses » [fermes d'État] ou des établissements industriels, ainsi que pour améliorer leurs conditions de vie pendant leur transition vers un mode de vie sédentaire.

« LES ATELIERS COOPÉRATIFS D'ARTISANS TSIGANES »

Un autre aspect de la mise en œuvre de la politique tsigane de l'État concerne la création d'« ateliers coopératifs d'artisans tsiganes » (*artels*) dans les villes. Leur établissement, à l'origine, vise toutefois non seulement à intégrer les Roms vivant en ville, mais aussi à inciter une partie des Roms itinérants à opter pour une vie sédentaire. Les premiers *artels* roms sont établis plusieurs années avant le lancement de la politique officielle soutenant ce type d'entreprises. Un « Tsiganskaya artel » [atelier coopératif

UN « NOUVEAU STYLE DE VIE » :
LES « ARTELS TSIGANES »

Une fois la NEP [nouvelle politique économique] abandonnée, les artels [ateliers d'artisans tsiganes] continuent à essaimer et de nouvelles formes de production émergent. Trois grands nouveaux « artels tsiganes » sont créés à Moscou en 1927 : « Tsigchimprom » (industrie chimique « tsigane »), « Tsigchilabor » (laboratoire chimique « tsigane ») et « Tsigpishcheprom » (industrie agro-alimentaire « tsigane »). Ces noms pompeux ne doivent pas induire en erreur : lesdits artels ne sont en fait que de petites coopératives produisant divers types de peintures, de détergents chimiques et d'emballages pour produits alimentaires. Rien que dans Moscou, on compte en 1931 28 « artels tsiganes » réunissant 1 351 membres (ou 3 755 si l'on compte les membres de la famille des intéressés) : « Le transport de l'armée » (une entreprise d'État produisant des roulements à bille), « L'étranger roumain », « Le premier Roumain serbe », « Le transbaïkalien rouge », « Gréco-Rom », « Serbo-Rom », « Staline », « Nouveau style de vie »,

« L'émigrant de la mer Noire », « Serbo-Rom II », « International », « Le zingueur de Tifliski », etc. Les adjectifs nationaux fréquents (roumain, serbe, grec, etc.) indiquent que les Roms concernés — le plus souvent des Kelderash — ont émigré dans le passé de ces pays (et conservent le plus souvent le passeport étranger correspondant).

Le plus grand « artel tsigane » est « Natsmenbit » [mode de vie des minorités nationales] à Leningrad ; fondé en 1934 il regroupe quelque 200 travailleurs fabriquant des chaudrons en cuivre, des barriques en fer et d'autres objets en métal. Toutefois, la plupart des artels sont de taille plus modeste et sont créés dans le cadre de la sédentarisation des Roms itinérants. Ainsi, en décembre 1936, 12 familles de Kelderash — désireuses de rester dans la ville de Yoshkar-Ola, capitale de la RSS autonome Mari — créent leur propre artel pour la production d'ustensiles de ménage en métal. L'artel « Flamme de la Révolution » de Stalingrad est créé dans des conditions analogues en 1936, le comité exécutif local ayant avalisé une aide et des prêts pour un montant de 464 roubles destinés à améliorer l'organisation de la production et les conditions de vie.

III. 4

LES PUBLICATIONS ROMS DE 1927 À 1938

Un journal — Romani Zorya [aube rom] — commence à sortir en 1927. De 1930 à 1932, il est remplacé par Nevo Drom [nouvelle voie]. Butyaritko Roma [le Rom au travail] ne sortira qu'un seul numéro (en 1932). Les journaux, principalement rédigés en romani, ont un contenu varié et incluent notamment des éléments du folklore et de la littérature roms. La quantité d'œuvres littéraires publiées en romani est impressionnante. Cette littérature se divise en plusieurs grandes

catégories : sociale et politique ; marxiste-léniniste ; questions liées aux kolkhozes ; articles techniques et assimilés ; science populaire ; fiction (auteurs roms ou auteurs russes traduits en romani). Entre 1931 et 1938, quelque 292 titres divers sont publiés en romani. Nombre de ces ouvrages reflètent le caractère propagandiste de la presse soviétique de l'époque, si l'on en juge d'après leurs titres suffisamment éloquentes, par exemple : « Lénine est notre bannière », « Les nouveaux Tsiganes arrivent », « Travailleuses, ne croyez pas en dieu », « L'apport de la puissance soviétique aux femmes tsiganes », etc.

d'artisans tsiganes] est créé dès 1923 à Moscou et ses membres fondateurs sont pour la plupart des Roms Kelderash ; des artels tsiganes pour le travail du cuivre sont également enregistrés à Kharkov et Leningrad. Le dernier texte de loi consacré à ces artels est un décret de 1936 demandant au « Vsesojuspromsovet » [conseil de l'industrie de l'URSS] d'adopter des mesures spéciales visant à soutenir et à renforcer les « artels tsiganes » et leur base de production ; à organiser la préparation et la formation de leurs membres ; à améliorer leurs conditions de vie et à rehausser les activités culturelles et Éducatives des Roms travaillant dans les artels ». [III. 4]

LANGUE ET LITTÉRATURE
ROMS

Le deuxième aspect principal de la mise en œuvre de la politique tsigane de l'État

concerne le renforcement du romani — la langue des Roms — et sa littérature.

De sérieux efforts sont déployés après la publication, dans le journal *Izvestia*, d'un article intitulé « échantillons de lettres tsiganes » et proposant une version de l'alphabet romani (langue parlée et littérature) basée sur la variante Ruska Roma de cette langue, telle qu'elle a été codifiée par les célèbres activistes roms Nikolaï Pankov et Nina Doudarova. Le décret sur « La création d'un alphabet romani » est promulgué le 10 mai 1927, par Anatolii Lunacharskii, chef du « Narkompros » [le commissariat du peuple à l'éducation] et une réunion tenue avec des représentants du ministère des Sciences, du conseil des minorités nationales et de l'Union de tous les Tsiganes russes. La décision est prise de créer un alphabet romani (basé sur l'alphabet russe) et une commission est élue afin de préparer un projet de langue rom standard (ses membres incluent notamment le professeur Mikhail Ser-

geevskii de l'université d'État de Moscou, Nikolaï Pankov et Nina Doudarova).

L'étude de Sergeevskii consacrée à « La langue des Tsiganes russes » est publiée en 1929 et le même auteur publie aussi une grammaire romanie en 1931. Suivra également, en 1938, un dictionnaire romani-russe écrit par Mikhail Sergeevskii et Alexei Barannikov et édité par Nikolaï Pankov.

Le nombre considérable d'œuvres littéraires publiées en romani jusqu'en 1938 a, sans nul doute, exercé un impact sur le développement de la communauté « tsigane ». Néanmoins, cette influence ne dépasse pas un cercle relativement limité, principalement circonscrit à Moscou et à quelques autres villes de l'URSS. [III. 5-7]

ÉDUCATION

Cet effort massif d'édition s'inscrit dans la politique de l'État en matière d'éducation.



III. 5
Premier numéro du journal Romanî Zorya [aube rom], Moscou, 1927
(extrait de Djurić, Rajko et al. (1996) « Ohne Heim - ohne Grab. Die Geschichte der Sinti und Roma. Berlin » : Aufbau Verlag, p. 184b)

III. 6
Page du journal rom Nevo Drom [nouvelle route], 1931, nos 4-5. Ce journal publiait certaines histoires destinées spécialement aux Roms, mais bon nombre de ses pages contenaient une simple traduction en romani xaladytka d'articles de propagande générale. La page reproduite ici dénonce les « anciennes coutumes » opprimant les femmes : le titre dit « Les femmes dans l'Est » et le sous-titre « Fille ou ouvrière rom, écris sur ta nouvelle vie. ». Reproduit avec la gracieuse permission de la Bibliothèque Lénine.

(d'après Lemon 2000, p. 135)



De nombreux livres paraissent pour familiariser les Roms avec l'agriculture, les coopératives, l'organisation des usines et divers métiers manuels. Une bonne partie d'entre eux est consacrée à des problèmes concrets de la vie familiale comme : « Premiers secours en cas d'urgence », « Que faire lorsque votre enfant a la diarrhée ? », « Hygiène pour les femmes », etc. D'autres publications abordent des sujets généraux et une partie d'entre eux n'ont probablement guère passionné les Roms, notamment : « À propos des mammoths », « À propos des singes », « Extraction

des minéraux et des minerais ». Les traductions d'œuvres de fiction en romani incluent un bon nombre d'œuvres classiques écrites entre autres par Alexander Pouchkine (romans, nouvelles, poème intitulé « Les Tsiganes »), Lev Tolstoï, Maxime Gorki (notamment l'histoire intitulée « Makar Chudra ») et Michail Sholokhov. Quarante-sept œuvres d'auteurs roms (en vers ou en prose) écrites par Maxime Besljudsko, Alexander German, Ivan Rom-Lebedev, Nikolai Pankov et d'autres sont également publiées.

III. 7

Le numéro du quotidien *Izvestia* daté du 8 juin 1925, contient un article citant les « Tsiganes » parmi les peuples méritant de bénéficier d'une éducation qui leur soit propre. « Un abécédaire pour écoles tsiganes » est publié en 1929 par Nina Doudarova, suivi de peu par « Un abécédaire pour personnes semi-illettrées » préparé par Nikolai Pankov : il s'agit des premiers ouvrages de ce type — destinés aux Roms — au monde. En 1938, 13 manuels en romani (de même que d'autres livres d'école et du matériel pédagogique) ont été publiés : le dernier en date est « Lylvari Piro Romany Chhib » [manuel en romani] par A. V. Germano.

Un effort intense — visant à accroître le taux d'alphabétisation et le niveau d'instruction des Roms adultes et déployé dans le cadre de cours s'inscrivant dans la politique de *likbez* [abolition de l'analphabétisme], de cours du soir, etc. — est lancé pendant la première moitié des années 1920. Des écoles et des jardins

d'enfants roms — n'ayant pas le statut d'établissements éducatifs officiellement séparés — commencent à exister sous forme de section au sein d'autres institutions.

Le nombre d'écoles roms en activité varie au fil du temps : de nombreux établissements sont ouverts (par exemple dans les « kolkhozes tsiganes »), tandis qu'en même temps d'autres sont supprimés ou fermés (en raison de conditions défavorables, de la pénurie d'enseignants formés ou du manque d'intérêt de la part des enfants roms). Globalement, entre 1926 et 1938, 86 écoles roms — ou classes dotées du même statut — ont fonctionné pendant une période plus ou moins longue. En 1938, l'on compte une école élémentaire (jusqu'à la cinquième) et vingt-cinq écoles primaires (jusqu'au CM1), ainsi qu'un internat (à Serebryanka, Smolensk), roms plus des sections roms dans deux internats et quatre jardins d'enfants.

Des manuels et du matériel pédagogique écrits dans le dialecte Rus-

ka Roma sont utilisés dans les écoles roms. Dans certains cas, cependant, les Roms d'autres groupes trouvent ce dialecte difficile et tentent par conséquent d'adapter l'enseignement du rom en sélectionnant un autre dialecte.

Le 21 décembre 1931, le comité central du parti communiste de l'Union soviétique (parti bolchévique) ouvre une école spéciale du parti destinée aux « Tsiganes » : les premiers diplômés comprennent 18 hommes et 2 femmes. La formation dure 10 mois et les étudiants frais émoulus sont envoyés comme organisateurs et propagandistes dans les « kolkhozes tsiganes », les écoles et même certains camps de Roms nomades. [III. 8]

LE « THÉÂTRE ROM »

La création du « Théâtre tsigane rom » — lequel restera ouvert pendant toutes les années 1920 et 1930 — est un événement

FORMATION DES ENSEIGNANTS ROMS

L'enseignement général dans les écoles et les classes roms étant supposé être dispensé en romani, le grave problème de la pénurie de maîtres qualifiés se pose immédiatement. Des cours de romani sont proposés dès 1927 et dispensés par Nina Doudarova et Nikolaï Pankov, lesquels assurent ainsi la formation des premiers enseignants roms. Des cours de pédagogie en romani sont organisés à Moscou en 1931 : la première promotion compte 30 étudiants sur les 80 inscrits. Ces cours sont dispensés parallèlement à des cours d'été intensifs organisés à Toropets (région de Kalinine), Nevel (région de Pskov), Serebryanka (près de Smolensk), Kharkov, Ivanovo, Saratov, Sverdlovsk, Leningrad, Orel et ailleurs. Les cours de pédagogie à Moscou sont réorganisés dans le cadre de la création, en 1932, d'un institut pédagogique doté d'une section rom qui, jusqu'en 1938, formera en tout entre 120 et 140 étudiants. Les diplômés partent pour la campagne où ils sont censés enseigner dans des écoles roms. Néanmoins, nombre d'entre eux préfèrent être affectés à des écoles mixtes « normales » plutôt que créer de nouvelles écoles roms.

III. 8



III. 9

Réunion entre l'« intelligentsia » russe et Anatolii Lunacharskii en 1930 en vue de créer le « Théâtre rom de Moscou ». À l'issue de cette réunion tenue le 4 octobre 1930, les activistes des arts nationaux du « Narkompros » décideront d'établir un studio pour le « théâtre indo-rom » et le théâtre ouvrira ses portes le 24 janvier 1931.

(extrait de Lemon 2000, p. 131)

LE « THÉÂTRE ROM » : PROMOUVOIR LES VALEURS DE « LA NOUVELLE VIE »

L'idée d'un théâtre rom est lancée par un groupe d'activistes issus de l'« Union de tous les Tsiganes russes » dissoute et rassemblés au sein du club « tsigane » appelé « Loly Cheren » [étoile rouge]. La première

représentation est donnée en mai 1931 et comprend deux parties : un sketch de propagande (« Atasya i dadyves » [hier et aujourd'hui]) et « un sketch ethnographique ». Toutefois, la vraie première a lieu le 16 décembre de la même année, lorsque la troupe donne « La vie sur des roues » d'Alexander Germano, ce qui lui vaudra son nom de « Romen ». Dans les années 1930, le « Théâtre Romen » trouve ra-

occupant une place exceptionnellement importante dans la politique « tsigane » officielle et, avec le temps, acquerra une signification symbolique. Le théâtre vient conclure le processus d'intégration de l'élite musicale rom (largement concentrée à Moscou et Leningrad) à la nouvelle réalité soviétique. Au début, cette élite peine à trouver sa place dans la nouvelle société soviétique, ce qui explique que certains Roms éprouvent le besoin de rejoindre les nouvelles structures soviétiques et de financer des organisations musicales. C'est ainsi que « le chœur tsigane » de Nikolaï Krouchinine est enregistré en 1920 auprès du département musical « Narkompros » sous le nom de « Studio pour l'art tsigane traditionnel ».

Le « Théâtre rom » ne constitue pas la seule possibilité d'épanouissement

pour l'élite musicale rom, laquelle commence d'ailleurs à changer pendant cette période et à inclure des représentants de groupes autres que les Ruska Roms. Dans de nombreuses grandes villes de l'URSS, divers ensembles musicaux sont créés grâce à des subventions de l'État, dans le cadre de différentes institutions culturelles soviétiques ou de centres culturels locaux. En 1932 à Moscou, par exemple, on compte également un « Studio théâtral d'État tsigane » et un « Théâtre itinérant tsigane ». [Ills. 9, 10]

LES RÉPRESSIONS DES ANNÉES 1930

La politique staliniste de répression massive commence dans les années 1930. De nombreux Roms en sont victimes.

Ces répressions, cependant, ne sont pas motivées par des considérations raciales ou nationales, mais s'inscrivent dans l'idéologie générale officielle soviétique de l'époque. En l'occurrence, les Roms sont traités sur le même pied que les autres citoyens soviétiques.

La première vague de répressions s'abat en 1932-1933, après l'introduction des cartes d'identité et de l'inscription obligatoire dans les registres en fonction du lieu de résidence (une mesure combinée avec la distribution de cartes de rationnement) le 27 décembre 1932. Moscou, Leningrad, Kiev, Odessa, Minsk, Kharkov et d'autres villes sont placées dans la catégorie des « cités fermées » : il est plus difficile de s'y faire inscrire et les possibilités d'y gagner sa vie sont bien meilleures. Nombre de personnes — parmi lesquelles des Roms

DÉPORTATIONS MASSIVES DE ROMS

III. 11

Les Roms sont déportés sans la moindre condamnation. En Sibérie, ils ne sont généralement pas internés dans des camps, mais exilés dans des villages où l'administration les laisse relativement tranquilles. À la même époque, entre trois et cinq millions de paysans (les estimations varient), déclarés « koulaks », sont déportés — dans le cadre d'une collectivisation forcée — avec leurs familles. À la différence des paysans, les Roms ne restent pas dans leurs nouveaux villages. Au fil des ans et

au prix d'énormes difficultés et de vives souffrances, ils parviennent à quitter les endroits où ils ont été déportés et à renouer avec leur mode de vie antérieur, généralement dans la portion européenne de l'URSS. Les autorités ne les ont manifestement pas pris au sérieux et, souvent, ferment les yeux lorsqu'ils quittent le lieu où ils ont été assignés à résidence. Le fait que les Roms mènent un mode de vie itinérant ou quittent souvent leur lieu de résidence n'est pas perçu comme un problème particulier par les autorités, tant que les Roms ne s'approchent pas des grandes villes et restent à la périphérie des régions rurales.

EXÉCUTIONS MASSIVES DE ROMS

III. 12

À l'origine, les Roms, dans les années 1930, sont condamnés à des peines d'emprisonnement dans des camps, mais en 1937 la « purge » massive de tous les « éléments antisoviétiques » commence dans ces camps, lesquels sont tenus d'observer des quotas d'exécutions infligées en forgeant des chefs d'accusation supplémentaires contre les individus indésirables. Les Roms font aussi partie des victimes de ces exécutions massives perpétrées dans le goulag. Ainsi, dans le camp de Solovki, en Carélie, treize Kelderash en tout — issus de deux grandes familles (les Stanesco et les Mihai) — sont fusillés en 1937. Ces exécutions massives sont perpétrées dans la bourgade de Sandomorkh où 9 000 personnes seront passées par les armes en 1937-1938. Outre les

13 Kelderash, d'autres Roms sont fusillés à Sandomorkh ; 27 d'entre eux sont des Ruska Roma ayant auparavant travaillé à la construction du canal Belomor-Baltique (effectuée par des bagnards incarcérés dans des camps de concentration).

Le nombre total de Roms morts pendant la campagne de 1937-1938 serait, selon les recherches de l'Association pour la mémoire, de 52 et les intéressés auraient été exécutés notamment à Sandomorkh, Smolensk, Kursk et Marii-El. Bien entendu ces données sont incomplètes et tout laisse à penser que le nombre réel est beaucoup plus élevé. Les purges massives n'affectent quasiment pas la nouvelle « élite » rom soviétique, ce qui différencie cette communauté nationale des autres (lesquelles ont perdu la quasi-totalité de leur intelligentsia et de leurs activistes au sein du parti pendant cette période de répressions brutales).

pidement sa place dans la vie musicale et culturelle de l'URSS et devient très populaire à la fois chez les Roms et dans la société soviétique en général. Son répertoire inclut inévitablement des œuvres à caractère propagandiste prônant les valeurs de la « nouvelle vie » aux Roms (et dont la plupart sont l'œuvre d'auteurs roms activistes). Lorsque le « Théâtre ethnographique de Leningrad » donne en 1932

deux pièces — « Romano Drom » [la manière rom] et « Gilya i Khe-libena Roman » [chants et danses « tsiganes »] — écrites par son directeur V.N. Vsevolodskii-Gerngross, la presse rom lui reproche vertement de ne pas être parvenu à montrer la transition entre le nomadisme et la vie dans les « kolkhozes tsiganes ».

III. 10

itinérants — continuant à se rendre dans ces villes, les autorités réagissent en lançant des raids pour attraper les « éléments déclassés » et les exiler (le plus souvent en Sibérie) sans la moindre forme de procès ou de condamnation. Les preuves de déportations massives de Roms proviennent principalement de Moscou et d'autres grandes villes d'URSS. [III. 11]

La deuxième vague de répressions implique aussi des Roms et se déroule en 1936-1937. Il ne s'agit plus de déportations, mais de « peines prononcées par des tribunaux » : une appellation largement imméritée concernant les sentences de ce qu'il est convenu d'appeler « les troïkas » (tribunaux d'exception examinant des dossiers préparés par le NKVD). Les Roms sont aussi victimes de ces répressions et les accusations portées contre eux généralement multiples. Le motif le plus

souvent invoqué pour justifier la peine est « la spéculation sur les devises ». Le vol de chevaux est passé du statut d'infraction pénale à celui de crime politique et de « sabotage » contre l'État socialiste. Un autre chef d'accusation fréquemment invoqué contre les Roms est l'espionnage en faveur d'un pays étranger : il repose le plus souvent sur la découverte de passeports étrangers parmi les effets de Roms venant de s'installer en ville (le plus souvent des Kelderash) dont certains ont eu la malencontreuse idée d'enregistrer leur *artel* sous un nom étranger. Assimiler les Roms à des espions étrangers, aussi absurde que cela puisse paraître, était courant à une époque où même les personnes situées aux échelons les plus élevés de la *nomenklatura* [hiérarchie du Parti] n'étaient pas épargnées par ce type d'accusations. [III. 12]

UN TOURNANT DANS LA POLITIQUE DES NATIONALITÉS

1938 est le témoin d'un changement radical dans la politique de l'État à l'égard des Roms. Une « note » du comité central du parti communiste de l'Union soviétique (parti bolchévique) ordonne de fermer les classes spécifiques à 18 nationalités ainsi que les écoles séparées de 16 nationalités. La liste inclut des peuples dépourvus pour certains de leurs propres institutions administratives : elle va des Arméniens (vivant en République socialiste soviétique d'Arménie) aux Kurdes, aux Assyriens et aux Roms, en passant par les Polonais, les Allemands, etc.

Les changements n'affectent pas uniquement le domaine de l'éducation. La publication massive d'ouvrages ré-

digés en romani cesse, les représentations du « Théâtre rom » sont désormais données de plus en plus en russe (seuls certains passages et une partie des chants étant joués en romani). Progressivement, les artels et kolkhozes « tsiganes » sont dissous. Le processus est lent et une partie des Roms reprend son mode de vie nomade.

Pendant les années 1935-1939, la politique « léniniste » relative aux nationalités est remplacée par une conception « staliniste » de la question. Le changement commence par l'adoption, lors du 8^e congrès des Soviets en novembre 1936, d'une nouvelle Constitution de l'URSS. D'aucuns prétendent que ce texte privait les Roms de leur statut de « minorité nationale », mais

cette allégation ne repose pas sur des arguments concrets : aucune disposition de ladite Constitution ou d'autres documents officiels ne répertorie les peuples dotés (ou privés) du « statut de minorité nationale » ou ne mentionne spécifiquement les Roms. Ces derniers sont perçus comme une question mineure dans le contexte de la politique globale de l'État à l'égard des nationalités et ce n'est pas par hasard que, dans la liste des peuples dont les écoles nationales doivent être fermées, les Roms figurent en dernière position.

Les mesures prises dans le cadre de la nouvelle politique soviétique des nationalités suivent plusieurs axes et visent à en finir avec les différences ethniques en URSS. Le but global est

de parvenir à un nouveau stade du développement national autour du concept de « peuple soviétique ». Cette expression est au cœur de la politique des nationalités de l'URSS et constitue en fait un avatar de l'ancienne idée impériale de « Russie et 'Rossiane' » (c'est-à-dire les peuples appartenant à la Russie) et non de « Russie et 'Russkie' » (les Russes de souche). Les politiques officielles appliquées concrètement s'inspirent de ce concept théorique ; par exemple, les organismes politiques et administratifs — pour des raisons pratiques — « créent » plusieurs nouveaux peuples sur la base d'anciennes formations claniques ou tribales. Cette approche concerne aussi les Roms.

CONCLUSION

La politique de l'État soviétique à l'égard des Roms a subi maints revirements et regorge aussi (du moins en apparence) de contradictions. Jusqu'en 1938, elle les considère avant tout comme un peuple distinct qui doit se développer comme une communauté ethnique faisant partie de la société soviétique : d'où la création de kolkhozes, artels et autres écoles « tsiganes ».

Après 1938, le concept change : l'élément « spécifique » de la politique s'efface au profit d'une « approche globalisante et générale » : les Roms sont perçus avant tout comme une partie intégrante de la société soviétique et ne font l'objet d'aucune séparation particulière dans les principaux aspects de la vie sociale (économie, éducation, etc.) ; en tant que communauté, leur développement est soutenu dans le cadre d'un programme ethno-culturel (privilegiant la musique et la danse).

Les résultats de la première approche incluent une nouvelle élite rom soviétique limitée à un très petit cercle. La seconde approche, même si elle ne saurait être considérée comme complète et couronnée de succès concernant le développement de la communauté rom, a eu au moins le mérite de favoriser la participation égale des Roms à la vie publique, l'amélioration de leur niveau d'instruction et le renforcement de leur conscience civique.

Bibliographie

Barannikov, Aleksei P. (1931) *Tsygany SSSR. Kratkii istoriko-etnograficheskii ocherk. Moskva* | **Bessonov, N. / Demeter, N. G. / Kutenkov, V. (2000)** *Istoriya tsygan. Novyi vsglyad. Voronezh: Rossiyskaya Akademiya Nauk* | **Crowe, David (1995)** *A History of the Gypsies of Eastern Europe and Russia. London / New York: I. B. Tauris Publishers* | **Fraser, Angus (1992)** *The Gypsies. Oxford / Cambridge: Blackwell* | **Kalinin, Valdemar (2003)** *Zagadki baltiiskikh tsygan (Rossiya, Estoniya, Litva, Latvija, Polsha). Vitebsk* | **Kenrick, Donald / Taylor, Gillian (1998)** *Historical Dictionary of the Gypsies (Romanies). Lanham, Md.: The Scarecrow Press* | **Lemon, Alaina (2000)** *Between two Fires. Gypsy Performance and Romani Memory from Pushkin to Post-Socialism. Durham / London: Duke University Press* | **Marushiakova, Elena / Popov, Veselin (2003)** *Social Position of the Gypsies in Contemporary Russia and the Countries of the former USSR (Historical Background and Contemporary situation). In: Dvorák, Tomáš (ed.) Mily Bore ... Profesoru Ctiboru Necasovi k jeho sedmdesátým narozeninám venuj i prátelě, kolegově a záci. Brno: Historický ústav AV ČR, pp. 237-244*